

Coopératives

De la défiance vers la confiance

Le doute s'installe chez des agriculteurs coopérateurs. Un besoin de transparence se fait jour, auquel le monde coopératif doit répondre, pour ne pas s'éloigner de ceux dont elle dépend. **PAR PAULINE BOURDOIS**

En 30 ans, la petite coopérative de canton est devenue une multinationale et le paysan du village, l'administrateur d'un groupe international. Fusion, acquisition, absorption, la boulimie des grands groupes coopératifs semble sans fin et l'adhérent a du mal à y voir clair. Pire, à chaque crise le modèle est chahuté. Avec celle de l'élevage, on a pu voir dès le mois de juin dans les médias grand public des agriculteurs en plein désarroi manifester devant les usines de transformation ou les abattoirs de leurs propres coopératives. Manque de transparence sur les chiffres et les décisions stratégiques, incompréhension avec le terrain, distance avec les administrateurs « davantage rémunérés par leurs indemnités que par leurs fermes »... Les accusations sont nombreuses. De plus en plus de producteurs se voient

d'avantage comme des fournisseurs et ne distinguent plus vraiment de différence entre un privé et leur coop.

REMUE-MÉNAGE

Producteur de porcs en Mayenne et adhérent à la Coordination rurale, Pascal Aubry observe que très peu d'éleveurs osent se mettre en travers de leur coopérative. La sienne, dont il souhaite taire le nom, l'a remercié il y a 4 ans. « De toute façon elle ne nous défendait plus, se résigne-t-il. A partir du moment où l'on n'est plus sur la même ligne que les administrateurs, on n'a plus le droit à la parole. » Le cas édifiant d'un jeune éleveur laitier des Côtes-d'Armor rappelle malheureusement ce constat. Fatigué « d'avaler des pilules », Cyril Rouault, installé en individuel avec 280 000 l de quotas en 2008, a pris son courage à deux mains pour se présenter directement au conseil d'administration du géant laitier Sodiaal, lors de sa

dernière assemblée générale (AG), en juin 2015. « Je savais que je n'avais aucune chance d'être élu par mon conseil de région », justifie-t-il. Deux minutes lui ont été laissées pour se présenter. Son dépôt de candidature a provoqué un sacré remue-ménage. « Les conseillers de section ont tout fait pour me dissuader d'y aller, raconte Cyril. On m'a traité d'extrémiste breton et on m'a reproché de ne jamais venir en réunion alors que je suis seul sur ma ferme et que je viens dès que je peux ! » En obtenant 30 % des voix, l'importun, qui voulait dénoncer l'opacité dans les prises de décision et la cooptation des administrateurs, estime avoir « réussi [son] coup ». Pour sa défense, Sodiaal assure que l'intégration des jeunes « est un vrai sujet » mais qu'elle « doit respecter les échelons régionaux ».